Nations Unies E/HLPF/2025/3/Add.2

Conseil économique et social

Distr. générale
5 mai 2025
Français
Original : anglais

Forum politique de haut niveau pour le développement durable
Organisé sous les auspices du Conseil économique et social
New York, 14-18 et 21-23 juillet 2025
Point 2 de l'ordre du jour provisoire*
Promouvoir des solutions durables, inclusives et fondées sur des données scientifiques et factuelles pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et atteindre les objectifs de développement durable qui y sont énoncés et consistent à ne laisser personne de côté

Contribution régionale sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes

Note du Secrétariat

Par la présente, le Secrétariat transmet au forum politique de haut niveau pour le développement durable la contribution de la huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, tenue à Santiago 31 mars au 4 avril 2025.

* E/HLPF/2025/1.

25-07058 (F) 150525 020625

Merci de recycler

Contribution régionale sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes

Résumé

La huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable s'est tenue à Santiago, du 31 mars au 4 avril 2025. Présidée par le Pérou, en sa qualité de Président de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), elle était ouverte aux États membres du Forum et aux observateurs, aux organismes des Nations Unies, aux organismes régionaux et sous-régionaux, aux institutions financières internationales, au secteur privé, aux milieux universitaires et à la société civile.

Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a présenté le rapport intitulé *Latin America and the Caribbean in the Final Five Years of the 2030 Agenda: Steering Transformations to Accelerate Progress* (Les cinq dernières années du Programme 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes : tabler sur les transformations pour accélérer les progrès), qui fait le point des progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable n^{os} 3, 5, 8, 14 et 17 et présente des projections quant à leur réalisation d'ici à 2030.

Plusieurs manifestations multipartites se sont tenues le 31 mars, notamment les réunions de la société civile et les réunions de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes avec l'équipe de pays des Nations Unies au Chili et avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il y a également eu plus de 40 manifestations parallèles.

Les conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental à la huitième réunion du Forum ont été adoptées.

Le présent rapport est fondé sur le résumé établi par la présidence de la réunion.

I. Introduction

1. La huitième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, organisée sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), s'est tenue du 31 mars au 4 avril 2025 au siège de la Commission à Santiago. Elle était ouverte aux États membres du Forum, aux membres associés de la CEPALC, aux observateurs, aux organismes des Nations Unies, aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales, aux institutions financières internationales, aux milieux universitaires, au secteur privé et à la société civile.

2. En préparation du Forum, plusieurs activités ont été organisées, notamment : un forum des enfants, adolescents et jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes ; un préforum interconfessionnel ; une réunion du Mécanisme de participation de la société civile aux programmes de développement durable et au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable ; les réunions de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes avec l'équipe de pays des Nations Unies au Chili et avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents en Amérique latine et dans les Caraïbes. Plus de 40 manifestations parallèles ont été organisées par diverses parties prenantes.

II. Séance d'ouverture

3. Le Secrétaire exécutif a indiqué que compte tenu de la conjoncture économique et géopolitique incertaine actuelle, le financement, la coopération internationale et régionale et les partenariats multisectoriels étaient indispensables à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La CEPALC s'est employée à promouvoir une action porteuse de transformation dans les domaines de la gouvernance, du dialogue social et des capacités techniques, opérationnelles, politiques et prospectives des institutions chargées de chaque objectif de développement durable.

4. Le Vice-Ministre des affaires étrangères du Pérou, qui présidait le Forum, a déclaré que le Forum offrait la possibilité de promouvoir la coordination et la collaboration entre les pays de la région, de soutenir le renforcement des capacités nationales, de recenser les lacunes, les problèmes et les objectifs communs et de faciliter l'apprentissage entre pairs par l'échange des bonnes pratiques et des enseignements de l'expérience. Il a réaffirmé l'attachement du Pérou au multilatéralisme et à la promotion d'un programme de développement international centré sur l'inclusion sociale, la durabilité et la coopération.

5. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a indiqué que les dures réalités et la multiplication des problèmes mondiaux qui compromettaient les progrès en matière de développement et les perspectives de croissance appelaient une action résolue et le renforcement urgent du multilatéralisme. Il a souligné le rôle de premier plan joué par la région pour ce qui est de l'élaboration de politiques de développement durable axées sur l'être humain et porteuses de transformation, en notant que les conférences cruciales qui se tiendraient en 2025 redéfiniraient la voie vers la réalisation des objectifs de développement durable et l'établissement d'un système international adapté à l'objectif visé.

6. La Vice-Secrétaire générale a déclaré que, alors qu'il ne restait que cinq ans jusqu'à 2030 et que les progrès en matière de développement durable étaient dangereusement en mauvaise voie, les pays de la région ont néanmoins continué de jouer un rôle de chef de file sur la scène mondiale. Le Pacte pour l'avenir ne devait pas rester lettre morte : la réalisation des objectifs de développement durable exigeait

des réformes audacieuses, une vision commune régionale et l'accélération de la transition dans des domaines clefs en vue d'opérer un changement systémique. La concentration sans précédent des moyens stratégiques et opérationnels rendue possible par une association plus étroite entre les commissions régionales et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents a permis de renforcer l'appui fourni à l'ensemble de la région. Le Forum devait être l'occasion cruciale de renouveler l'engagement en faveur du Programme de 2030 et de l'action collective.

III. Dialogues sur l'action mondiale

7. Le Sous-Secrétaire général aux affaires économiques et sociales a déclaré que le Forum offrait l'occasion unique de débattre de l'action menée à tous les niveaux, ce qui était indispensable pour trouver des solutions novatrices aux problèmes touchant le développement durable. Les trois prochains sommets mondiaux seraient pour la communauté internationale des occasions cruciales de redynamiser les partenariats pour arrêter les tendances néfastes et accélérer l'application du Programme 2030, grâce à des mesures audacieuses dans les domaines du financement du développement, de la restructuration de la dette et de la réforme de l'architecture financière internationale, du développement social, de l'élimination de la pauvreté, de la résilience et de l'adaptation face aux changements climatiques.

8. Le débat consacré à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Séville (Espagne) en 2025, a été animé par le Sous-Secrétaire à la finance du Honduras, Roberto Carlos Ramírez. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a indiqué que les obstacles aux investissements essentiels dans le développement durable et l'action climatique enfermaient les pays en développement dans un cercle vicieux de croissance limitée, voire de stagnation. Le projet de document final de la Conférence proposait notamment un renforcement des investissements porteurs de transformation qui offrent une marge d'action budgétaire et permettent de mobiliser des ressources, et une réforme radicale de l'architecture financière internationale. Un professeur de la School of International and Public Affairs de l'Université Columbia, José Antonio Ocampo, a évoqué diverses mesures visant à lutter contre le surendettement des pays en développement, à renforcer les banques nationales et internationales de développement, à créer des fonds spéciaux en faveur de la durabilité et à traiter la question de l'imposition des multinationales et des personnes percevant des revenus élevés. Le Chef de la Division du développement économique de la CEPALC, Daniel Titelman, a indiqué que les finances nationales et les finances internationales étaient complémentaires et qu'une réforme fiscale était nécessaire pour la mise en place de systèmes plus progressistes aux niveaux national et international. Une cadre supérieure de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes au Chili, Dinorah Singer, a déclaré qu'il fallait mettre en avant le rôle des banques de développement pour ce qui est d'aider les pays à réduire les écarts, ainsi que la nécessité de renforcer leurs activités de mobilisation des ressources et d'instaurer une nouvelle architecture financière internationale. Enfin, la Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Jamaïque, Kamina Johnson Smith, a déclaré que les obstacles financiers à la réalisation des objectifs de développement durable dans la région devraient être supprimés par la réforme de l'architecture financière internationale, la réorientation du financement du développement durable et l'adhésion du secteur privé aux initiatives des institutions financières internationales concernant les pays en développement.

9. Le débat consacré au deuxième Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra au Qatar en 2025, a été animé par la Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD), Michelle Muschett. Le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a déclaré que les progrès accomplis en matière de développement social au cours des 30 dernières années avaient permis à un milliard de personnes de sortir de l'extrême pauvreté, mais que le monde connaissait actuellement une crise profonde. Le deuxième Sommet mondial tracerait la voie à suivre. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a présenté un rapport spécial intitulé « The road to the 2025 Second World Summit for Social Development: towards a pact for inclusive social development ». Le Ministre de l'autonomisation et des personnes âgées de la Barbade, Kirk Humphrey, a exprimé à la fois espoir et scepticisme, rappelant la vision ambitieuse du premier Sommet mondial, mais aussi le fait que les moyens de mise en œuvre n'avaient pas pu être déterminés au Sommet, et a déclaré qu'il fallait faire preuve de courage pour aller de l'avant. Le Ministre du développement social et de la famille du Chili, Javiera Toro, a déclaré que les ministres du développement social de la région avaient décidé que le document intitulé « Latin America and the Caribbean looking ahead to the Second World Summit for Social Development: proposals for inclusive social development » serait la contribution de la région au deuxième Sommet mondial. La Ministre du développement et de l'inclusion sociale du Pérou, Leslie Urteaga Peña, a réaffirmé l'attachement de son pays à la coopération régionale comme moyen de tracer de façon concertée une voie à suivre. Le Pérou s'est récemment efforcé de trouver des solutions à des problèmes, notamment l'accroissement de la population urbaine à la suite de la pandémie et les effets des catastrophes sur les groupes les plus vulnérables. Une approche adaptative en matière de protection sociale est un moyen d'anticiper les problèmes. La Secrétaire nationale aux soins et à la famille du Ministère du développement social du Brésil, Laís Abramo, a indiqué que les réalisations récentes de son pays avaient montré qu'il était possible d'éliminer la faim et la pauvreté au moyen d'un train de mesures coordonnées, comme un programme conditionnel de transferts, un régime de pension non contributif, la création d'emplois dans le secteur formel, l'augmentation du salaire minimum et le développement des services publics. L'ancien Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des Nations Unies, Juan Somavía, a déclaré que le climat mondial actuel, qui était caractérisé par un désordre géopolitique croissant, la dissolution et la formation de nouvelles alliances et une préférence pour les armes au détriment de la diplomatie, portait préjudice à l'Organisation des Nations Unies, qui devrait être prête à défendre son identité et ses mandats. Enfin, la Présidente du Committee of Working Women of the Americas, Yamile Socolovsky, a affirmé que son organisation estimait que le débat sur les droits sociaux devrait être axé prioritairement sur le monde du travail, où les inégalités et les obstacles à l'édification de sociétés fondées sur la justice sociale pour tous et toutes étaient connus.

10. Le débat consacré à la trentième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Belém do Pará (Brésil) en 2025, a été animé par le responsable mondial du climat et de l'énergie au World Wide Fund for Nature International, Manuel Pulgar-Vidal, qui a souligné que les changements climatiques étaient l'une des menaces les plus graves pour l'humanité et que, pour que la trentième session de la Conférence des Parties soit couronnée de succès, il fallait renforcer l'argumentation en faveur de l'action climatique et s'opposer aux voix négationnistes. L'Ambassadeur du Brésil au Chili, Paulo Roberto Soares Pacheco, a déclaré que toutes les parties prenantes et toutes les ressources devraient être alignées pour réaliser l'objectif consistant à promouvoir un développement à faible intensité de carbone, résilient face aux changements climatiques, et à renforcer la gouvernance climatique dans le cadre du développement durable. Les nouvelles contributions déterminées au niveau national du Brésil témoignaient de la détermination du pays à définir un nouveau modèle de développement qui concilie renforcement du développement social et lutte contre les

changements climatiques. Le Ministre du logement, des terres et de l'entretien de la Barbade, Dwight G. Sutherland, a présenté les résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre de l'Initiative de Bridgetown, qui visait à réformer l'architecture financière internationale, l'accent étant mis sur le financement de l'action climatique. La Directrice de l'environnement et de l'impact pour le Chili, le Pérou et l'Équateur à Patagonia Inc., Macarena Sánchez, a expliqué comment la compagnie qu'elle représentait avait réussi à être à la fois rentable et responsable vis-à-vis de l'environnement et des populations locales. Le coordonnateur du Réseau ecclésial pour la justice et la paix, Daniel Seidel, a exhorté les pays à signer l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazú), qui était particulièrement important compte tenu du fait que c'était dans la région de l'Amazonie qu'avaient été tués le plus grand nombre de défenseurs de l'environnement.

11. Le débat consacré au trentième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing a été animé par l'Ambassadrice du Mexique au Chili, Laura Moreno, qui a invité les délégations à participer à la seizième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, que son pays accueillerait en août 2025. La Directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), María-Noel Vaeza, a déclaré que les féminicides, la charge disproportionnée des travaux de soins assumés par les femmes et les stéréotypes de genre étaient des problèmes persistants dans la région. La cofondatrice du Centre Flora Tristán et membre d'Articulación Feminista Marcosur, Virginia Vargas, a indiqué que le mouvement des femmes avait joué un rôle actif dans l'élaboration du Programme d'action de Beijing, mais que sa voix s'était perdue dans la mise en œuvre du Programme d'action. Le couplage du Programme d'action et du Programme 2030 avait permis la prise en compte des questions de genre dans les 17 objectifs de développement durable. La Secrétaire générale de l'Association des États de la Caraïbe, Noemi Espinoza, a déclaré que l'Association réaffirmait sa volonté d'action face aux difficultés qui se posaient pour les femmes compte tenu de la crise climatique, des inégalités économiques et de la nécessité d'améliorer l'accès à la justice. La Ministre de la fonction publique, des affaires intérieures, du travail et des questions de genre de Sainte-Lucie, Virginia Albert-Poyotte, a indiqué que des progrès importants avaient été accomplis dans les Caraïbes au regard des objectifs de développement durable retenus comme priorités du Forum, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation et de l'emploi.

12. Le débat consacré au Pacte pour l'avenir a été animé par la Secrétaire générale adjointe à la politique étrangère du Ministère des affaires étrangères du Chili, Carla Serazzi, qui a rappelé que le Pacte pour l'avenir avait été adopté au Sommet de l'avenir, en 2024, dans le but de revitaliser le multilatéralisme et d'améliorer la gouvernance mondiale. Le Vice-Ministre des affaires économiques et de la coopération internationale de la République dominicaine, Hugo Francisco Rivera Fernández, a fait observer qu'aucun pays ne pouvait à lui seul appliquer pleinement le Pacte pour l'avenir et réaliser le développement durable. La Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies, Inga Rhonda King, a appelé à l'adoption d'une déclaration concise, fondée sur la science et orientée vers l'action, prévoyant un appui aux pays en développement, afin de faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable. Le Directeur de l'équipe chargée de la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir au Cabinet du Secrétaire général, Themba Kalua, a déclaré que les engagements politiques pris dans le Pacte devaient à présent se traduire par des mesures concrètes, notamment en matière de paix et de sécurité, de représentation régionale, de réforme financière

internationale et de gouvernance de l'intelligence artificielle. Le Directeur du Centre for International Strategic Thinking, Philipp Schönrock, a estimé qu'il importait de soutenir les gouvernements et les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir. La région avait une occasion unique de mener sa transition numérique. Un membre de Resolution Project, Rolando Pelicot Ruiz, a souligné le rôle déterminant des jeunes, qui travaillaient ensemble et se mobilisaient pour entreprendre des initiatives dans les différents domaines couverts par le Pacte pour l'avenir. Les enfants et les adolescents devraient être considérés non comme de simples bénéficiaires de programmes et de projets, mais comme des intervenants stratégiques et agents du changement. La cofacilitatrice de la Coalition ImPACT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Rosario Díaz Garavito, a expliqué que pour mettre en œuvre le Pacte pour l'avenir, il faudrait faire preuve de solidarité et mener une action ambitieuse sur les priorités communes. Un membre du Mécanisme de participation de la société civile aux programmes de développement durable et au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, Marcela Browne, s'est félicité que le Pacte propose des solutions concrètes aux problèmes pressants qu'étaient les changements climatiques, les inégalités et la transition numérique. Le Ministre des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération internationale du Suriname et nouveau Secrétaire général de l'Organisation des États américains, Albert Ramdin, a déclaré que la mise en œuvre du Pacte requérait une direction énergique fondée sur une approche associant l'ensemble de la société, l'adhésion des collectivités locales et l'engagement législatif en faveur d'un programme concret, conformément aux stratégies nationales de développement. Le Ministre des affaires étrangères de l'Uruguay, Mario Lubetkin, a réaffirmé l'attachement de son pays au multilatéralisme et indiqué que les objectifs de développement durable sous-tendaient la planification et l'application des politiques de l'Uruguay. Il était indispensable de renforcer la coopération internationale pour assurer la mise en œuvre du Pacte pour l'avenir.

IV. Dialogues sur l'action régionale

A. Présentation du rapport intitulé *Latin America and the Caribbean in the Final Five Years of the 2030 Agenda: Steering Transformations to Accelerate Progress*

13. En présentant le rapport intitulé *Latin America and the Caribbean in the Final Five Years of the 2030 Agenda: Steering Transformations to Accelerate Progress*, qui était le huitième rapport sur les progrès et les difficultés concernant l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région, le Secrétaire exécutif de la CEPALC a déclaré que les progrès au regard des objectifs de développement durable étaient insuffisants, étant donné qu'il ne restait que cinq ans pour réaliser les objectifs. Dans le document, il a été noté que seulement 23 % des cibles devraient être atteintes dans la région d'ici à 2030 ; pour 41 % des cibles, les choses évoluaient dans la bonne direction, mais trop lentement pour que les seuils fixés soient atteints ; quant aux 36 % restants, les progrès étaient au point mort ou il y avait eu régression par rapport à 2015. Selon la CEPALC, les solutions se trouvaient dans cinq grands domaines : la gouvernance et la collaboration entre les parties prenantes pour chaque objectif de développement durable ; les capacités techniques, opérationnelles, stratégiques et prospectives des institutions chargées des politiques relatives à chaque objectif de développement durable ; les espaces de dialogue social entre les institutions et les principales parties prenantes impliquées dans chaque domaine ; l'économie politique des réformes et des transformations ; la question du financement, qui couvrait la mobilisation des ressources nationales et les réformes éventuelles de l'architecture financière internationale.

14. Il a examiné les pièges du développement auxquels la région devait faire face, à savoir une faible capacité de croissance, de fortes inégalités et peu de mobilité sociale et de cohésion sociale, une durabilité environnementale insuffisante et de faibles capacités institutionnelles. Il a également examiné les chances d'atteindre les cibles et le rôle des parties prenantes non gouvernementales.

B. Contribution du système de développement durable des Nations Unies en Amérique latine et dans les Caraïbes : présentation du rapport de 2024 de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur les résultats obtenus à l'échelle du système

15. Le débat a été animé par le Directeur général des affaires économiques du Ministère des affaires étrangères du Pérou, Jorge Félix Rubio Correa. Le rapport a été présenté par le Secrétaire exécutif de la CEPAL et la Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUD, en leur qualité de Vice-Présidents de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

16. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a indiqué que la région avait faire preuve de résilience et de capacité d'innovation malgré les difficultés complexes en matière de développement auxquelles elle continuait de faire face, à savoir une faible croissance économique, un déficit de financement annuel, des niveaux élevés d'informalité du travail, des problèmes de sécurité alimentaire, un taux élevé d'homicide, la violence de genre, des retards en matière d'éducation, la vulnérabilité face aux changements climatiques et aux catastrophes et les problèmes posés par les migrations. En 2024, les participants à la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes avaient fait des progrès dans les domaines de la gestion du savoir, des données et statistiques, de la transparence et de la gestion axée sur les résultats, et de l'optimisation des services communs au niveau régional.

17. La Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUD a présenté les activités entreprises par les coalitions thématiques sur les changements climatiques et la résilience, la croissance équitable et le financement du développement, la mobilité humaine et la gouvernance pour la paix, la justice et des institutions fortes. Elle a également récapitulé les activités menées par les groupes de travail sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, les jeunes, les populations laissées de côté, le soutien par les pairs, les données et statistiques relatives aux objectifs de développement durable, et l'évaluation.

18. Le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Bureau de la coordination des activités de développement, Roberto Valent, a souligné le rôle déterminant du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents et de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes et insisté sur la nécessité d'une coopération régionale réactive, étroitement alignée sur les besoins des pays.

19. Il a été donné lecture des déclarations du Forum des enfants, adolescents et jeunes d'Amérique latine et des Caraïbes, du Mécanisme de la participation de la société civile aux programmes de développement durable et au Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable et du préforum interconfessionnel[1].

[1] Les déclarations sont disponibles uniquement en espagnol à l'adresse suivante : https://foroalc2030.cepal.org/2025/en/programme/readings-statements-stakeholders.

C. Faire avancer le développement dans les Caraïbes en renforçant les effets de synergie entre l'application du Programme 2030 et celle du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement

20. Le débat a été animé par le Ministre des affaires étrangères, de l'agriculture, du commerce et des affaires barbudiennes d'Antigua-et-Barbuda, Everly Paul Chet Greene, qui a déclaré que, malgré les difficultés auxquelles ils devaient faire face, les petits États insulaires en développement pourraient tirer de l'espoir du Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente, qui portait sur une période de 10 ans. La Secrétaire parlementaire au Ministère de l'éducation, du développement durable, de l'innovation, de la science, de la technologie et de la formation professionnelle de Sainte-Lucie, Pauline Antoine-Prospere, a indiqué que son pays était bien placé pour tirer parti des effets de synergie entre l'application du Programme 2030 et celle du Programme d'Antigua-et-Barbuda et qu'il s'employait à renforcer la résilience face aux changements climatiques par des mesures ambitieuses visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer les capacités d'adaptation. La responsable du programme de développement durable et interlocutrice nationale désignée pour les petits États insulaires en développement au Ministère de la planification et du développement de la Trinité-et-Tobago, Kennethia Douglas, a déclaré que le Programme d'Antigua-et-Barbuda offrait l'occasion de cerner et de combler les lacunes dans l'application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa). Son pays s'efforcerait d'intégrer les cibles et indicateurs énoncés dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda, lorsqu'ils seront disponibles, dans le référentiel de données sur les objectifs de développement durable. Le Chef du Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, Nahuel Arenas, a déclaré que le financement de la prévention au moyen des budgets nationaux et de l'aide publique au développement n'était pas suffisant eu égard aux risques élevés auxquels la sous-région était exposée. Comme énoncé dans le Programme d'Antigua-et-Barbuda, le renforcement de la résilience comme moyen essentiel de parvenir au développement durable était la seule voie à suivre. L'importance excessive accordée aux mesures compensatoires et aux interventions a parfois alourdi le fardeau de la dette ; il fallait des mesures davantage tournées vers l'avenir. L'Envoyé spécial du Premier Ministre des Îles Vierges britanniques, Benito Wheatley, a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et la nécessité de renforcer la collaboration dans la région. Bien qu'il ne puisse bénéficier du financement du développement, le territoire a déjà pris des mesures pour progresser sur la voie du développement durable, notamment en dynamisant les flux de revenus peu performants afin de mobiliser des ressources nationales. L'intervenant a remercié la CEPALC pour l'appui qu'elle prêtait aux membres associés et a appelé à une plus grande inclusion des jeunes et à l'augmentation des investissements en leur faveur. Le Secrétaire parlementaire au Bureau du Premier Ministre de Montserrat, Crenston C. Buffonge, a décrit les difficultés techniques, administratives et financières importantes et les problèmes d'accès auxquels le territoire devait faire face en raison de son statut de territoire non autonome. Les changements de politique opérés par des partenaires autrefois fiables risquaient de compromettre le développement des petits États insulaires en développement et leur accès aux ressources alors que les conflits se multipliaient dans le monde et que l'aide au développement se réduisait. L'intervenant a appelé instamment à la mise en œuvre rapide de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle.

D. Renforcer les partenariats public-privé pour accélérer l'utilisation des données provenant du secteur privé et ventilées en vue de réaliser les objectifs de développement durable

21. Le débat a été animé par la Directrice générale du Bureau national des statistiques de la République dominicaine et Présidente de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC, Miosotis Rivas Peña, qui a déclaré que l'utilisation croissante des données provenant du secteur privé aux fins de la production des statistiques officielles posait des problèmes notamment en matière de respect de la vie privée et de sécurité. Le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Partenariat mondial pour les données du développement durable, Freddy Rodríguez, a reconnu l'importance que revêtait la collaboration avec le secteur privé, qui ouvrait l'accès aux technologies et facilitait la mise au point de solutions concertées. Le Président-Directeur général d'Education for Sharing, Abraham Muñoz, a déclaré qu'il y avait beaucoup d'informations dans le secteur privé sur les initiatives axées sur les objectifs de développement durable qui pourraient être transposées ailleurs, mais qu'on ne savait pas toujours comment encourager l'utilisation de ces données. Le Président du Comité du Programme 2030 de la Confédération des chambres de commerce du Mexique, Félix Romano, a souligné que tous les secteurs devraient œuvrer ensemble à l'application du Programme 2030 et que la formule pour l'édification d'un avenir durable combinait la technologie, les compétences techniques et non techniques, la diversité de genre sur le lieu de travail, la justice sociale et la protection et la restauration de l'environnement. La Vice-Présidente du Comité exécutif de l'Institut international de statistique, Denise Silva, a indiqué que le secteur privé avait un rôle important à jouer dans l'écosystème de la production et du partage des données aux fins de l'établissement des statistiques officielles, et elle a souligné la nécessité de privilégier l'intégration de diverses sources de données pour pouvoir avoir des indicateurs désagrégés relatifs aux objectifs de développement durable. Le Directeur du Centre for International Strategic Thinking a appelé l'attention sur le volume de données qui était généré et sur le fait que ces données n'étaient pas suffisamment exploitées. Il fallait des mécanismes de collaboration avec le secteur privé, des conditions plus favorables, des méthodologies adaptées aux besoins de la région, des investissements dans des infrastructures numériques publiques et des capacités pour mesurer l'incidence de l'exploitation des données.

E. Tables rondes

Table ronde 1
Objectif 3 : Bonne santé et bien-être

22. La table ronde a été animée par la Directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour la population, Susana Sottoli, qui a indiqué que des améliorations avaient été réalisées dans la région dans le domaine de la santé, notamment en ce qui concerne la mortalité infanto-juvénile, la consommation de tabac et les décès prématurés dus aux produits chimiques et à la pollution. Il était néanmoins alarmant de constater la persistance de problèmes inacceptables, notamment l'augmentation de la mortalité maternelle. La Ministre de la santé du Chili, Ximena Aguilera, a décrit certains des efforts institutionnels et des stratégies poursuivis au fil des ans, comme le programme national de vaccination, un modèle pionnier d'étiquetage des produits alimentaires et des programmes novateurs de développement du jeune enfant. La Chef du Bureau de la planification et des études sectorielles du Ministère de la santé et de la protection sociale de la Colombie, Pilar Torres, a évoqué la stratégie de renforcement des soins de santé primaires de son pays,

dans le cadre de laquelle des équipes étaient envoyées dans les zones les plus reculées du pays. Des réductions des taux de mortalité maternelle, de mortalité des moins de 5 ans et de décès dus au VIH et aux maladies non transmissibles avaient été enregistrées. La Chef de l'administration en ligne et des systèmes informatiques du Ministère de la santé publique d'Uruguay, Regina Guzmán, a expliqué que son pays avait élaboré une stratégie comportant des objectifs nationaux en matière de soins de santé basés sur les cibles et les indicateurs associés aux objectifs de développement durable. La couverture sanitaire était de 100 % et le taux de vaccination était élevé. La Directrice de l'Équipe d'appui régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, Luisa Cabal, a indiqué que la région avait fait des progrès en matière de santé grâce à un engagement collectif multisectoriel, à l'instar de la riposte à l'épidémie de VIH/sida. La détermination et la solidarité manifestées avaient permis d'étendre la couverture thérapeutique antirétrovirale et la mortalité avait diminué. Toutefois, des difficultés politiques et financières subsistaient. Un représentant de l'Organisation panaméricaine de la Santé au Chili, Giovanni Escalante, a déclaré que l'investissement dans la santé favorisait le développement durable et qu'il fallait l'orienter vers des approches globales tenant compte de tous les déterminants sociaux de la santé. Il était indispensable d'augmenter les dépenses de santé publique à hauteur de 6 % du produit intérieur brut, sachant que l'investissement stratégique dans ce domaine n'était pas une dépense, mais un investissement très rentable qui permettait d'obtenir des résultats dans la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'amélioration de l'éducation, l'inclusion professionnelle et la croissance économique. Le coordonnateur régional de l'Initiative conjointe de recherche sur la foi et les communautés locales, Andrés Martínez-García, a déclaré que la santé mentale était l'un des domaines de santé publique les plus négligés et que l'absence d'une couverture sanitaire universelle tenant compte des différences culturelles aggravait souvent les problèmes rencontrés par les personnes touchées par les conflits, les catastrophes et la pauvreté. La Directrice de la ONCE Foundation for Latin America (une fondation axée sur l'inclusion éducative, sociale et professionnelle des personnes souffrant d'un handicap visuel), Estefanía Mirpuri Merino, a fait remarquer que les personnes handicapées se heurtaient à des obstacles dans l'accès à la santé, non seulement parce qu'elles n'avaient pas les moyens de payer les soins médicaux, mais aussi parce que les documents, les applications, les infrastructures et la signalisation dans les centres de santé n'étaient pas accessibles.

Table ronde 2
Objectif 5 : Égalité entre les sexes

23. La table ronde a été animée par la Directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes d'ONU-Femmes. La Chef de la Division des affaires de genre de la CEPALC, Ana Güezmes García, a dit que la région avait fait des progrès en matière d'égalité formelle entre les femmes et les hommes, mais qu'elle était loin d'atteindre l'égalité réelle. Elle a appelé l'attention sur la publication récente de la CEPALC intitulée *The 2030 Agenda for Sustainable Development and the Regional Gender Agenda in Latin America and the Caribbean: gender indicators up to 2024*. La Directrice régionale d'ONU-Femmes a déclaré que les données, qui étaient fondamentales pour l'élaboration des politiques publiques, montraient la nécessité urgente d'intensifier les efforts pour remédier aux inégalités entre les sexes. La société de services de soins servirait de modèle pour la réalisation de l'égalité des sexes et le développement durable. La Présidente de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine, June Soomer, a déclaré que les objectifs de développement durable n'étaient pas adaptés aux réalités et aux besoins particuliers des femmes et des filles d'ascendance africaine, qui connaissaient des taux de pauvreté élevés dus aux disparités en matière d'éducation, aux inégalités sur le

marché du travail, aux normes sociales et aux rôles liés au genre, tous exacerbés par le racisme hérité de l'ère du colonialisme et de l'esclavage. La Secrétaire ministérielle régionale pour les femmes et l'égalité des genres de la région métropolitaine de Santiago du Chili, Ana Raquel Martínez, a évoqué les progrès accomplis par son pays dans la création d'un système national de santé basé sur un réseau de prestataires de services et d'entités. Une représentante de Vecinas Feministas, Pamela Martín García, a déclaré que les mouvements féministes avaient autant de pouvoir que les groupes opposés aux droits des femmes ; toutefois, leurs outils étaient non pas l'intimidation et la peur, mais le travail soutenu, l'expérience et les progrès en matière de droits dans la région.

Table ronde 3
Objectif 8 : Travail décent et croissance économique

24. Le Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour le Cône Sud de l'Amérique latine, Fabio Bertranou, qui animait la table ronde, a dit que l'objectif de développement durable nº 8 était lié à toutes les cibles du Programme 2030, et que le principal défi de la région était de parvenir à la croissance économique et au travail décent. Le Ministre des affaires étrangères, de l'agriculture, du commerce et des affaires barbudiennes d'Antigua-et-Barbuda a récapitulé l'action menée par son pays pour atteindre l'objectif 8 et formulé des recommandations pour la réalisation de l'objectif 8 dans la région, à savoir privilégier la croissance durable, diversifier les industries, investir dans le capital humain et lutter contre les effets des changements climatiques. Le Directeur général du contrôle, de l'administration et de la supervision du respect des traités commerciaux au Secrétariat des affaires économiques du Mexique, Carlos Rafael Emiliano Gómez Rodríguez, a expliqué que la politique économique du pays visait à garantir l'exercice des droits fondamentaux, qui sont essentiels au bien-être. Cette politique comportait trois principaux volets : la promotion de programmes de protection sociale ; le programme national de développement à dimension humaine, élaboré en consultation avec le public ; et le Plan México, stratégie industrielle visant à renforcer les secteurs stratégiques. La Ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale du Paraguay, Mónica Recalde, a indiqué que son pays avait œuvré à la formalisation du travail, à la promotion de la sécurité sociale, à la création d'emplois pour les jeunes, à l'amélioration des inspections du travail et à la mise en place d'espaces de dialogue social et de règlement des différends. Plusieurs problèmes structurels ont empêché la pleine réalisation des objectifs, l'informalité étant le principal obstacle, en particulier en ce qui concerne les femmes, les jeunes et les personnes âgées. L'intervenante a souligné la nécessité de mettre en place des programmes de formation couvrant la transformation numérique, l'économie verte et le développement des systèmes de soins. La Secrétaire générale de la confédération des travailleurs « Rerum Novarum », Fanny Sequeira, a indiqué que, bien que les pays aient fait état de progrès graduels vers la réalisation du Programme 2030 dans les examens nationaux volontaires, les syndicats et les mouvements de la société civile ont constaté des retards et une stagnation. Le travail décent, principale source de développement durable, est resté une utopie pour beaucoup, et les gouvernements avaient la responsabilité incontournable de ratifier et de faire respecter les normes de l'OIT.

Table ronde 4
Objectif 14 : Vie aquatique

25. La table ronde a été animée par le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Juan Bello, qui a déclaré que l'océan était d'une importance capitale pour la pérennité de la planète. La région faisait face à une série de menaces, notamment l'utilisation excessive d'engrais, l'écoulement d'eaux usées non traitées, la pollution plastique et la

surexploitation. Le Ministre des affaires étrangères et du culte du Costa Rica, Arnoldo André Tinoco, a souligné le décalage entre la gravité des menaces qui pesaient sur l'océan et le niveau d'investissement et de coopération. Il était nécessaire de prendre des engagements ambitieux, ainsi que de mobiliser toutes les ressources disponibles et de mener une action coordonnée et mesurable, axée sur des résultats concrets. Le Directeur du Groupe du développement durable du Ministère du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques du Belize, Víctor Alegría, a déclaré que l'objectif de développement durable n° 14 était vital pour son pays. Il a souligné les succès obtenus, notamment les obligations bleues et le soutien fourni dans le cadre du projet PROCARIBE+ visant à améliorer la traçabilité des principales espèces marines commerciales au Belize. La responsable de programme au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Maya Takagi, a attiré l'attention sur le cadre d'action pour la transformation bleue proposé par la FAO, qui visait à promouvoir le développement de l'aquaculture durable, la gestion efficace des pêcheries et l'amélioration des chaînes de valeur du système alimentaire aquatique. Une chercheuse à l'Institut français de recherche pour le développement et à l'Institut méditerranéen d'océanologie et chercheuse assistante à l'Institut du millénaire pour la biodiversité des écosystèmes antarctiques et subantarctiques au Chili, Léa Cabrol, a déclaré que la région investissait peu dans la recherche océanographique. Ces investissements étaient importants pour canaliser les ressources vers des politiques de protection efficaces, encourager des pratiques économiques plus viables, stimuler l'innovation et utiliser les ressources océaniques pour remédier à toutes sortes de problèmes. La Présidente de l'Association nationale de la pêche artisanale du Chili et de l'Union latino-américaine de la pêche artisanale, Zoila Bustamante, a souligné l'importance de la pêche artisanale, un secteur qui gérait et restaurait les ressources marines, fournissait des emplois et permettait à des populations de tirer leur subsistance de l'océan. Les membres de la communauté de la pêche artisanale devraient avoir un siège à toute table de débat important sur les questions touchant l'océan. La Directrice de Red Nacional del Agua de Colombie, Juanita de los Ángeles Ariza, a qualifié la gouvernance de l'océan de pilier de la sécurité mondiale.

Table ronde 5
Objectif 17 : Partenariats pour la réalisation des objectifs

26. La cinquième table ronde a été animée par la Sous-Secrétaire générale à la planification de l'Équateur, Emilia Ruiz Revelo, qui a déclaré que la réalisation de l'objectif de développement durable n° 17 dépendait de la capacité des différentes parties prenantes à travailler ensemble sur la base de principes, de valeurs et d'objectifs communs. Le Ministre des affaires étrangères, de l'agriculture, du commerce et des affaires barbudiennes d'Antigua-et-Barbuda a appelé à un engagement collectif en faveur de la coopération internationale, de l'innovation, des partenariats multipartites et du commerce international, y compris l'abaissement des barrières commerciales. Le Directeur de la coopération internationale au Ministère du commerce extérieur et des investissements étrangers de Cuba, William Díaz Menéndez, a noté que le Forum s'était imposé comme un mécanisme régional permettant de forger des alliances fondées sur le respect de la souveraineté des États. Cuba partageait les problèmes des pays à revenu intermédiaire et des petits États insulaires en développement des Caraïbes, mais elle était également soumise par les États-Unis d'Amérique à un blocus économique et financier, ce qui entravait la mise en œuvre du Programme 2030. La Sénatrice et Présidente de la Commission spéciale pour le suivi du Programme 2030 du Mexique, Amalia Dolores García Medina, s'est déclarée préoccupée par la montée du protectionnisme et de l'isolationnisme. Un économiste régional de l'Agence française de développement, Olivier Najar, a plaidé en faveur du multilatéralisme et de la coopération internationale face aux crises

actuelles et a décrit trois domaines dans lesquels l'Agence mobilisait l'action visant à réaliser les objectifs de développement durable, à savoir la finance, la société civile et les compétences et connaissances techniques. Un membre du Groupe d'appui, de planification et de coordination du Secrétariat général ibéro-américain, Ander Arredondo, a expliqué le rôle fondamental joué par le Secrétariat général dans la constitution d'alliances multipartites et multiniveaux. Le Secrétariat général a coordonné la coopération régionale horizontale entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Europe, en promouvant des politiques publiques porteuses de transformation et en soutenant l'établissement de partenariats efficaces et productifs, ainsi qu'en contribuant à l'élaboration de politiques nationales axées sur les objectifs de développement durable. Le Directeur général de la politique multilatérale de développement, de la transformation et de l'action climatique au Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, Dirk Meyer, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur du Pacte pour l'avenir et du multilatéralisme, qui était essentiel pour relever les défis mondiaux. Il a donné des exemples d'activités de coopération dans divers pays de la région et de l'engagement pris dans la politique de développement de l'Allemagne en faveur de l'objectif 17, comme en témoignait la collaboration de l'Allemagne avec la CEPALC visant à fournir un soutien ciblé aux pays. La mobilisation des ressources intérieures et extérieures était indispensable pour financer un développement inclusif et écologiquement viable dans la région. La Directrice du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, Dima Al Khatib, a présenté le rôle joué et l'action menée par le Bureau dans la région et a plaidé en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, qui étaient un mécanisme complémentaire permettant aux pays de mettre au point ensemble des solutions durables et de progresser plus rapidement dans la réalisation des objectifs de développement durable. Le Chef du Département de coopération internationale de l'Université nationale de La Plata, Javier Surasky, a évoqué l'incidence du numérique et de l'intelligence artificielle sur la manière dont le développement durable était conçu, mesuré et mis en œuvre. L'ordre mondial et le modèle économique mondial étaient en train d'être remodelés autour de ces technologies, et les pays qui ne parviendraient pas à suivre seraient laissés à la traîne pendant au moins un siècle. Le Secrétaire général et Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de Religions for Peace, Elías Szczytnicki, a déclaré que la religion, qui défendait des valeurs liées à la dignité humaine, à l'éradication de la pauvreté et à la protection de l'environnement, a longtemps été oubliée par l'Organisation des Nations Unies. La religion a façonné les cadres éthiques qui guidaient le comportement humain et pourrait influencer la manière dont les gens se sentaient concernés par les objectifs de développement durable.

V. Dialogues sur l'action nationale

A. Les réussites nationales en matière d'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable

27. Le débat a été animé par le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Bureau de la coordination des activités de développement, qui a déclaré que le débat visait à insuffler un nouvel élan dans la région et au-delà, grâce à la mise en commun d'enseignements pratiques et de modèles transposables. La Ministre de l'industrie, de l'énergie et des mines de l'Uruguay, Fernanda Cardona, a évoqué la politique énergétique de son pays, fondée sur un accord multipartite qui promouvait les investissements, l'emploi, l'efficacité énergétique et les sources renouvelables. Le Coordonnateur résident en Uruguay, Pablo Ruiz Hiebra, a déclaré que le soutien prêté par les Nations Unies pour accélérer la transition énergétique du pays était basé sur l'impact environnemental, social et de genre, et allait au-delà de la rentabilité pour

incorporer des réglementations, des partenariats et des incitations, par exemple. La Secrétaire permanente au Ministère de l'équité, de la justice sociale et de l'autonomisation de Sainte-Lucie, Charmaine Hippolyte, a décrit les résultats des initiatives du Fonds commun pour les objectifs de développement durable à Sainte-Lucie concernant l'objectif de développement durable n° 1, lesquelles consistaient à renforcer les filets de sécurité sociale pour les enfants et les adultes vulnérables, à encourager la création d'emplois, à améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé et à renforcer la résilience face aux changements climatiques. Le Coordonnateur résident pour la Barbade et les Caraïbes orientales, Simon Springett, a souligné qu'il importait de lier les systèmes de protection sociale à la gestion des risques de catastrophe afin de garantir l'accès au soutien de l'État en cas de crise. Le Fonds commun pour les objectifs de développement durable dans les Caraïbes orientales est un exemple réussi de collaboration régionale visant à soutenir l'élaboration de politiques. La Sous-Secrétaire à l'agriculture du Chili, Ignacia Fernández, a évoqué la stratégie de développement rural de son pays, qui visait à combler les écarts entre les zones rurales et les zones urbaines en ce qui concerne les logements et l'habitat, les jeunes, les soins et la desserte numérique. Elle a souligné l'importance du dialogue, du travail interministériel, de la coordination avec le secteur privé et de la collaboration avec les entités des Nations Unies. La Coordonnatrice résidente au Chili, María José Torres Macho, a parlé du programme Connected Communities, qui facilitait la transition numérique pour accélérer le développement dans deux régions du pays. Les partenariats entre les entités des Nations Unies, les ministères et les administrations régionales et locales, la pertinence culturelle, le travail avec les collectivités et la prise en compte des questions de genre revêtaient une importance fondamentale. La Directrice en charge des organisations et conférences internationales au Ministère des affaires étrangères du Panama, María Eugenia Pino, a déclaré que son pays se préparait à jouer le rôle de chef de file dans la protection de l'océan et que les résultats qu'il avait obtenus montraient qu'il était possible de concilier développement économique et bonne intendance de l'environnement. La Coordonnatrice résidente au Panama, Ana Graça, a déclaré que l'appui apporté par les entités des Nations Unies dans le pays était axé sur l'innovation, qui était cruciale pour la surveillance et la protection des zones marines. Elle a également évoqué la collaboration stratégique de ces entités sur les technologies et les méthodes permettant d'atteindre plusieurs objectifs environnementaux concernant le canal de Panama.

B. Les bonnes pratiques et les difficultés concernant l'établissement des examens nationaux volontaires

28. Le débat a été animé par le Directeur des relations internationales au Bureau du Vice-Président et Directeur exécutif du Conseil national pour le développement durable d'El Salvador, Mario Otero, qui a remercié la CEPALC d'offrir aux pays un espace pour mettre en commun leurs expériences en matière d'établissement des examens nationaux volontaires et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable par l'intermédiaire de la communauté de pratique correspondante. La Conseillère spéciale sur les changements climatiques et les questions environnementales au sein du Cabinet du Premier Ministre des Bahamas, Rochelle W. Newbold, a évoqué, comme bonnes pratiques, la mobilisation des parties prenantes, la collecte de données et l'application des directives, et comme difficultés à surmonter, le manque de personnel, de ressources et de capacités, la piètre qualité des données et une prise de conscience insuffisante. La Directrice de programme du Secrétariat des objectifs de développement durable de l'Institut de planification de la Jamaïque, Latoya Clarke, a mis en avant, comme bonnes pratiques, les politiques fondées sur des données probantes et les stratégies de communication innovantes, et

a déclaré que la disponibilité de données actualisées et de grande qualité restait un problème à surmonter. Le Directeur général du développement économique au Ministère de l'économie, de la planification et du développement de la République dominicaine, Nelson Chávez, a déclaré que son pays procédait à son troisième examen national volontaire et que le processus, dans le cadre duquel une approche collaborative avait été adoptée, avec une analyse technique rigoureuse et un examen participatif, contribuait à renforcer les capacités nationales de planification et de suivi et à renforcer les capacités de production de statistiques du développement. Toutefois, des améliorations étaient nécessaires, en ce qui concerne la participation équitable et obligatoire des territoires et des groupes vulnérables, la collecte de données désagrégées et actualisées et la planification stratégique à long terme. La Secrétaire parlementaire du Ministère de l'éducation, du développement durable, de l'innovation, de la science, de la technologie et de la formation professionnelle de Sainte-Lucie a déclaré que l'assistance technique de la CEPALC avait permis d'évaluer les lacunes en matière de données sur les objectifs de développement durable au niveau national. La chargée de mission au Ministère des affaires étrangères, du commerce international et de la coopération internationale du Suriname, Charissa Dhauri, a déclaré que son pays – l'un des trois pays ayant un bilan carbone négatif – avait élargi une plateforme nationale consacrée aux objectifs de développement durable afin de faire participer les organisations religieuses et tribales au processus d'examen.

C. L'innovation publique au service du Pacte pour l'avenir : accélérer l'action et la collaboration pour atteindre les ODD au niveau national

29. Le débat a été animé par Le Secrétaire exécutif adjoint par intérim de la CEPALC, Javier Medina. Le Directeur exécutif du Laboratoire gouvernemental du Chili, Orlando Rojas, a déclaré que l'État devait innover afin de répondre aux besoins sans cesse croissants de ses citoyens, comme méthode de gouvernance et de bonne gestion publique. La Directrice de l'innovation au Laboratoire d'innovation gouvernementale GNova de l'École nationale d'administration publique du Brésil, Camila Medeiros, a évoqué la promotion de l'innovation publique dans son pays aux niveaux individuel, organisationnel et systémique. Elle a présenté diverses initiatives dans les domaines du renforcement des capacités, de la création d'espaces sûrs pour l'expérimentation, de la réglementation, de la gouvernance et du financement pour promouvoir l'innovation. Le Sous-Secrétaire au gouvernement ouvert au sein du Bureau du Président de l'Équateur, Daniel Quiroga, a déclaré que les facteurs suivants favorisaient l'innovation publique : un changement culturel impératif ; l'implication des organes de contrôle ; la légitimité institutionnelle ; la participation des administrations locales, qui connaissaient le mieux les besoins de la population ; la participation du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires. La Directrice de programme au Secrétariat des objectifs de développement durable de l'Institut de planification de la Jamaïque, Latoya Clarke, a déclaré que la modernisation était un moteur du développement et que la transformation technologique offrait comme avantages une meilleure prise de décisions et une meilleure gestion des ressources humaines et des performances au sein du gouvernement. Elle a évoqué les mesures mises en œuvre dans les domaines de l'administration en ligne, de l'informatique et des communications, de l'éducation, de la santé, de l'état civil et des dispositifs d'alerte rapide, qui ont toutes permis d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la prestation de services et de l'utilisation des ressources.

VI. Adoption des conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental

30. Les conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental ont été adoptées[2].

[2] Voir https://foroalc2030.cepal.org/2025/sites/foro2025/files/2500068e_fds.8_agreed_conclusions.pdf .